

<https://ricochets.cc/Chronique-de-la-resistance-a-la-tyrannie-et-a-sa-variante-macroniste.html>



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

- Les Articles -



Publication date: samedi 20 mai 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Fin des illusions, début d'un processus révolutionnaire ?

Plus grand monde n'attend quelque chose des voies institutionnelles, alors les casserolades et le zbeul perdurent un peu partout.

Tandis que d'honteuses attaques d'extrême droite ont lieu, stimulées par l'exemple venu d'en haut et par la complaisance (voir la complicité active) du système policier.

Si Macron fait barrage, ce n'est pas contre ses alliés et complices d'extrême droite dont il applique les concepts, c'est plutôt contre l'ensemble de la gauche.

Il n'est pas possible de discuter, dialoguer, tergiverser avec un tel régime. Il faut plutôt l'ignorer, le boycotter, l'ostraciser et le casseroler partout, et s'organiser sérieusement pour collectivement être en mesure de le faire tomber. Ca ne se fera pas tout seul, et les partis/syndicats institutionnalisés ne seront sans doute pas d'un grand secours dans cette urgente tâche de salubrité politique, voir même un frein.

La vitrine branlante de l'illusion de l'existence d'une démocratie en France s'est brisée sous la brutale réalité des lois, institutions, grenades et matraques.

Inutile d'essayer de la raviver, elle est morte et enterrée pour de bon.

Le capitalisme, le macronisme et l'Etat ajoutent chaque jour de nouvelles pelletées de terre sur son cadavre déjà décomposé.

Prenons acte et agissons en conséquence.

Les syndicats qui se sont rendus ce mardi 16 à Matignon ont commis une grave faute, ils se sont salement compromis et perdent leur crédibilité en continuant à être le paillason et les « partenaires sociaux » d'un pouvoir autoritaire lancé dans un processus d'extrême-droitisation et d'ultra-capitalisme.

Nouvelle devise : « précarité inégalité compétitivité »

Après cette « réforme » ultra-libérale des retraites, la tyrannie macroniste veut précariser et « esclavagiser » encore plus les travailleurs pauvres, chômeurs et RSAistes avec son projet « France Travail ».

Après « choose France » et « Ferme France », le conservatisme répressif à la sauce Pétain veut s'imposer dans le domaine de l'activité et des allocations sociales afin de fournir des employés gratos ou bradés au patronat, compétitivité oblige.

Bientôt « Sport France », « Santé France », et à la place de « liberté égalité fraternité » une nouvelle devise : « précarité inégalité compétitivité » ?

Peu importe le nom du flacon, on voit les effets néfastes de l'idéologie qu'il contient

Le régime ne veut pas trop critiquer/punir ses complices d'extrême droite qui s'attaquent à des personnes ni sa police extrême droitisée et brutale dont il a tant besoin pour tenir. Il préfère taper non stop sur la gauche et pousser des cris d'horreur médiatiques à la moindre brouille.

Néo-fascisme ? Régime illibéral ? Autoritarisme forcené ? Extrême-droitisation accélérée ? Simple utilisation jusqu'au boutiste et extrémiste des institutions non-démocratiques légales en place ? Peu importe le nom du flacon, on voit les effets néfastes et on entend bien résonner l'idéologie du poison qu'il contient.

On est comme dans un train fou piloté par de dangereux criminels. Il ne sert à rien de discuter avec ces personnages et l'urgence est là. Alors on brise la vitre de l'alarme, on maîtrise les conducteurs et leur personnel, on les vire, on stoppe le train. Et ensuite on avise si on le rédémarré ou pas, dans quelles conditions, vers quels horizons, etc.

CARNAVAL POPULAIRE ET ENGAGÉ LE 26 MAI À LYON

TRIBUNE COLLECTIVE : POUR UN CARNAVAL POPULAIRE ET ENGAGÉ LE 26 MAI À LYON

On l'a vu ces dernières semaines et ces derniers mois, nous sommes des millions à nous mobiliser contre la politique du gouvernement et plus largement ce système capitaliste à bout de souffle. Nous avons marché, nous nous sommes révolté-es, nous avons cassé. L'heure est désormais à la fête !

Organisé par des militant-es associatif-ves et autonomes, le Grand Carnaval Populaire est un événement engagé qui reprend les bases du Carnaval des origines, à savoir un esprit libertaire et populaire. Le rendez-vous ne fera pas l'objet d'une déclaration en Préfecture.

La première édition du Grand Carnaval Populaire se tiendra le vendredi 26 mai à 20h. En ce début de week-end, c'est l'occasion d'une mobilisation de rue massive pour exprimer de façon festive et déterminée notre refus de la réforme des retraites et du vieux monde de Macron.

Le 26 mai, nous nous offrirons un moment de liberté et d'allégresse, tout en y délivrant, au passage, des messages politiques. Il est temps de ne plus perdre, ne plus accepter les régressions sociales qui vont avec leur lot de politiques autoritaires et discriminantes. Il est temps de se lever et de faire la fête, car la lutte, c'est aussi la fête !

Nous invitons tous-tes les participant-es à venir déguisé-es et à prendre une part active au défilé. Nous invitons par la même occasion les collectifs, associations et syndicats à rejoindre cette initiative. Retrouvons-nous dans les rues pour chanter, danser, faire de la musique et défiler. Faisons résonner notre rage de vivre et notre volonté de construire un nouveau monde.

Le lieu sera dévoilé le jour même à 19h00 sur les réseaux sociaux.

TOUS-TES ENSEMBLE, DÉGUISE-ES ET DÉTERMINÉ-ES LE 26 MAI À LYON !



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

Dans le régime parlementaire, le peuple n'exerce pas le pouvoir. Il ne fait plus de lois, il ne gouverne plus

« Dans le régime parlementaire, le peuple n'exerce pas le pouvoir. Il ne fait plus de lois, il ne gouverne plus, il ne juge plus. Mais il dépose un bulletin dans l'urne, sorte d'opération magique par laquelle il s'assure d'une liberté absente dans ses actes quotidiens.

Le plus grave n'est pas de céder à l'État, mais d'appeler cette aliénation Liberté. » (B.Charbonneau, L'État)

« Voter, c'est abdiquer. Nommer un maître pour une période courte ou longue, c'est renoncer à sa souveraineté. Qu'il devienne monarque absolu, prince constitutionnel ou simplement mandataire d'une petite part de royauté, le candidat que vous portez au trône ou au fauteuil sera votre supérieur. Vous nommez des hommes qui sont au-dessus des lois, puisqu'ils se chargent de les rédiger et de vous y plier. » (E.Reclus)



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

MILICE PATRONALE DANS LE NORD : UN SYNDICALISTE SEQUESTRE, UNE AUTRE BLESSEE PAR LA POLICE

► Tentatives de terroriser une grève héroïque

Pendant que les médias font leurs Unes sur le patron d'un chocolaterie secoué lors d'une altercation ou sur des caricatures de Macron, la violence, la vraie, frappe le mouvement syndical. Ça se passe dans le Nord, près de Lille. Une grève ouvrière tient depuis deux mois dans l'entreprise Vertbaudet, qui fabrique et achemine des vêtements et des jouets. Les ouvrières (la main d'oeuvre est très majoritairement féminine) réclament une augmentation des salaires. Non seulement le patron refuse toute négociation, mais la police terrorise les grévistes. Une vraie milice patronale. Voici un aperçu de cette situation insupportable :

4 17 mai : Mohammed, délégué syndical CGT de l'entreprise, rentre d'une journée de mobilisation lorsqu'il tombe dans un guet-apens. Des individus inconnus l'interpellent verbalement : « toi le gréviste, toi le délégué syndical », avant de l'emmener de force dans leur voiture. Le père de famille est aspergé de gaz lacrymogène, se fait cracher au visage, tirer les cheveux et voler ses papiers. Enfin, il est sorti du véhicule, lâché dans la nature après l'agression. L'enlèvement a eu lieu sous les yeux de son fils de 16 ans et toute sa famille est sous le choc. **Mohammed ne sait pas précisément s'il s'agit de policiers en civils ou d'une milice privée envoyée par le patron de la boîte. Une chose est sûre, ce sont des méthodes de voyous fascistes : une scène digne de dictatures latino-américaines.**

Les médias n'en parlent quasiment pas, ou alors au conditionnel : « la CGT dénonce l'agression du délégué Vertbaudet, qui serait survenue mardi 16 mai dans la soirée » titre France 3. Le délégué CGT n'a pas déposé

plainte, de peur des représailles.

4 16 mai : le jour d'avant cet enlèvement, les forces de l'ordre interviennent pour déloger le piquet de grève qui bloque l'entrepôt. Claudia, une salariée de 36 ans, va finir aux urgences. La gréviste est violentée par un policier lors de l'évacuation : « il m'a prise pour cible, il m'a attrapée au cou et m'a soulevée du sol. Je me suis sentie partir quelques secondes » raconte-t-elle à Street Press. Les témoins confirment qu'elle a été prise par la gorge. La mère de famille porte désormais une minerve et a déposé plainte.

4 15 mai : déjà, la police s'en était déjà prise au piquet de grève. Deux soutiens du mouvement, syndiqués CGT, ont été interpellés et ont fait 48h de garde à vue.

Cette affaire révèle la férocité de la bourgeoisie et le recours à la police comme milice patronale. Elle révèle aussi l'indifférence totale des grands médias nationaux lorsqu'il s'agit de syndicalistes ou de manifestant-es agressé-es. Alors même que ces médias tentent de nous faire pleurer pour des vitrines de banques ou pour le petit-neveu de Macron.

Rappelons-nous qu'en 2021 une patronne avait mis un contrat sur la tête d'un syndicaliste de son entreprise. Muriel, à la tête d'une entreprise de plasturgie dans l'Ain, voulait faire assassiner Hassan, adhérent à la CGT, qui avait manifesté en 2018 aux côtés des Gilets Jaunes de sa ville, et pour défendre les retraites l'année suivante.

Muriel a reconnu qu'elle avait engagé un tueur à gage pour assassiner le syndicaliste. Elle avait « peur qu'il ne fédère d'autres salariés autour de lui et que des syndicats se déclarent ». Elle avait alors approché une cellule criminelle composée de francs-maçons, de policiers, d'anciens militaires. La cellule a été démantelée, ce qui a permis de remonter à cette commande. « Au cours de repas et de week-ends au ski », la patronne avait posé contrat sur la tête du syndicaliste, qui faisait partie d'un « pack » formation + audit + élimination. Le tout pour environ 80.000 euros, réglés en « quatre factures ». Le bras armés du groupe criminel avait déjà espionné sa « cible », avec des surveillances et des photos du domicile et de la voiture du syndicaliste. Heureusement, il n'a pas eu le temps de passer à l'acte.

Terrifiant ? Malheureusement habituel. La Troisième République n'hésitait pas à mitrailler les grévistes. Juste après la guerre, le ministre de l'Intérieur socialiste Jules Moch, envoyait l'armée pour anéantir des grèves de mineurs. Dans les années 70, des contremaîtres faisaient régner la terreur dans certaines usines.

L'histoire de Vertbaudet et les barbouzeries patronales renvoient à la nature même du fascisme. Historiquement, les fascistes sont des groupes violents recrutés par les patrons italiens dans les années 1920, pour tabasser les ouvriers et casser violemment les mouvements de grève. Le fascisme est une forme radicalisée du capitalisme patronal.

Lorsqu'un syndicaliste est kidnappé devant son fils, nous n'en sommes pas loin.

Face à la gravité des attaques contre notre camp, nous restons immensément sages et timides. L'affaire Vertbaudet mériterait à elle seule une grève générale et des attaques ciblées. N'ayons pas peur : lorsqu'il est organisé, notre camp social peut facilement balayer toutes les milices qui nous entravent.

► Pour soutenir les grévistes de Vertbaudet dans leurs luttes, une cagnotte est disponible ici : <https://www.leetchi.com/fr/c/soutien-aux-travailleuses-et-travailleurs-en-greve-de-vert-baudet>

(post de Contre Attaque)

Le monopole bourgeois de l'indignation face à la

violence

► [Le monopole bourgeois de l'indignation face à la violence](#)

Lundi 15 mai à Amiens, une casserolade de protestation à l'énième allocution méprisante et hors sol du président de la République se tenait devant la chocolaterie Trogneux, propriété de la famille de Brigitte Macron. Le petit-neveu de l'épouse du président, dirigeant de la boutique, rentrait chez lui, au-dessus du magasin, quand il a été pris à partie par des manifestants puis violenté, déclenchant un tollé médiatico-politique face à une telle violence. Plus d'une centaine d'articles consacrés à l'évènement ont été publiés sur internet en 48h et les réactions indignées de l'ensemble de la classe politique se sont aussitôt faites entendre.

A Verbaudet, le retour des milices patronales

24 h plus tard, dans le département du Nord, un délégué syndical CGT de l'entreprise Vertbaudet, agitée par un mouvement de grève visant à obtenir des augmentations de salaire, a été frappé, gazé puis séquestré, au cri de "sale gréviste", dans un véhicule par des personnes se présentant à son domicile comme des policiers en civil, qui l'ont ensuite relâché, délesté de son portefeuille, dans la ville voisine, le tout en partie sous les yeux de son fils de 16 ans. France Info ne consacre pas d'article à cet évènement, son site renvoyant à France 3 région qui, contrairement à l'article de France info dédié à l'affaire Trogneux, emploie le conditionnel : "la CGT dénonce l'agression du délégué Vertbaudet, qui serait survenue mardi 16 mai dans la soirée." Les journalistes pourront répondre que cette agression n'a pas le même degré de réalité que celle du neveu Trogneux, qui s'est déroulée en public et qui a fait l'objet d'une plainte. Le délégué CGT de Verbaudet n'a pas déposé plainte, de peur des représailles. Mais comment s'en étonner quand on sait par ailleurs qu'à la 9e semaine de grève sur le site de Verbaudet, les grévistes sont régulièrement intimidés et violentés par la police ?

(...)

UN VOTE RISQUE D'ANNULER LA REFORME DES RETRAITES ? MACRON VA L'EMPECHER

► Il n'y aura pas de solution institutionnelle à la crise de régime -

Le clan Macron, c'est comme les super-vilains des films d'action. Quand on pense que l'épisode est terminé, ils arrivent à dégainer une nouvelle astuce maléfique, même quand on croit qu'ils ont déjà tout essayé.

Le 8 juin, le groupe parlementaire de centre-droit LIOT va proposer à l'Assemblée Nationale une loi visant à abroger la réforme des retraites. Et ce projet de loi pourrait être voté, et donc mettre à mal le recul de l'âge des retraites imposé par Macron. Même si le gouvernement annonce déjà qu'il n'accepterait pas un tel revers.

On apprend désormais que la majorité veut dégainer un nouvel article pour empêcher le vote : l'article 40 de la Constitution. Cette mesure prévoit que tout amendement ou proposition de loi qui dégrade les comptes publics est jugée irrecevable. Concrètement, un parlementaire ne peut pas proposer de nouvelles dépenses qui ne soient pas compensées par de nouvelles recettes. Une mesure bien néolibérale.

Étonnant, car quand il s'agit de débloquer des dizaines de milliards d'euros pour la police, l'armée ou les aides au patronat, personne n'a jamais invoqué l'article 40 pour cause « d'équilibre budgétaire ».

Le gouvernement aura utilisé toutes les procédures d'exception les plus autoritaires permises par la Cinquième République pour passer en force, alors que sa réforme est toujours contestée par la quasi-totalité de la population. Macron a bien entendu rejeté l'idée d'un référendum, il a utilisé dès janvier l'article 47-1 de la Constitution qui permet de réduire au maximum le temps des débats à l'Assemblée. Un simple délai de 20 jours de discussions. Puis, voyant que même avec cela, sa réforme ne passerait pas, il a dégainé le 49-3 pour imposer la loi sans le vote des députés. Avant de la promulguer à toute vitesse, humiliant jusqu'au bout les directions syndicales. Du début à la fin, les apparences mêmes d'un fonctionnement démocratique auront été piétinées sans aucun complexe.

Les directions syndicales, qui ont repoussé la prochaine date de grève au 6 juin pour suivre l'agenda parlementaire,

ont en fait organisé une capitulation incompréhensible et impardonnable, alors que le 1er mai a été une déferlante d'une puissance inédite. Toutes les solutions institutionnelles sont des impasses et ceux qui continuent à faire croire le contraire sont des menteurs.

Le mirage de la loi de juin comme la nouvelle demande de référendum ne mènent à rien, et tout le monde le sait. Macron est un forcené, un chef de meute sans limite protégé par une milice ultra-violente. Il n'y a aucune médiation, aucun dialogue, aucun échange rationnel possible avec un tel pouvoir.

(post de Contre Attaque)



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

Attaque symbolique de sponsors des JO 2024 à Namur en solidarité avec la révolte en cours en France

► [Attaque symbolique de sponsors des JO 2024 à Namur en solidarité avec la révolte en cours en France](#)

Dans la nuit du 16 au 17 mai, nous gilets jaunes de Namur et d'ailleurs, avons attaqué symboliquement des dizaines de magasins Carrefour et Decathlon de la région namuroise (Wépion, Jambes, Loyers), du Brabant Wallon (Wavre et Bierges), de Liège (Bonnelles, Verviers, Remouchamps, Ans, Alleur, Flemalle) et de Dinant en soutien aux luttes des révoltés français contre la tyrannie néolibérale macroniste.

(...)

Nous appelons tous les prolétaires à s'organiser en toute autonomie tout en faisant déborder la base syndicale. N'oublions jamais que le pouvoir réside entre nos mains, dans notre capacité à nous auto-organiser et à nous battre pour un avenir meilleur. Ensemble, nous pouvons renverser ce système qui favorise les profits d'une minorité au détriment de l'humanité. Nous pouvons construire une société juste et équitable, où le bien-être de la population et le respect de la biodiversité priment sur les intérêts des capitalistes et de quelques bourgeois déjà riches.

Pour une société égalitaire,

Pour un monde où on ne perd pas sa vie à la gagner,

Pour une réduction du temps de travail avec maintien des salaires et embauches compensatoires,

La solidarité c'est l'attaque !

Des gilets jaunes belges en soutien aux révolté.e.s de fRance !



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste Actions de soutien en Belgique

MACRON VA FAIRE DU FESTIVAL DE CANNES UNE VITRINE MONDIALE DE LA LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES ET DE SON AUTORITARISME QUI DEVIENT FOU

IL INTERDIT TOUTE MANIFESTATION DANS LE DEPARTEMENT DURANT LA DUREE DU FESTIVAL... MAIS ELLES AURONT QUAND MÊME LIEU

Le gouvernement interdit toute casseroles et toute manifestation dans les Alpes Maritimes pendant la durée du festival de Cannes alors qu'il autorise les nazis à manifester au coeur de Paris. Macron le pétainiste perversi par là-même totalement le sens du festival de Cannes qui à son origine, a été créé en 1939 pour lutter contre la propagande fasciste et contrer la Mostra de Venise vitrine cinématographique des fascistes et des nazis

<https://www.lesinrocks.com/cinema/cannes-2023-la-prefecture-des-alpes-maritimes-interdit-les-manifestations-pendant-la-duree-du-festival-561792-15-05-2023/>

BREVES

LA CGT COMMERCE APPELLE A LA GREVE LE 24 MAI ET A UNE MANIFESTATION A PARIS

ON NE PASSE PAS A AUTRE CHOSE

16 MAI. BLOCAGE DU LYCEE MONOD A NOISY LE SEC

4e jour de blocage contre la réforme Macron-Pape N'Diaye, destruction du lycée professionnel

Appel à des AG ou des heures d'infos syndicales dans tous les Lycées Professionnels, voter la grève, et organiser

ça ce soir lors de l'AG Educ 93 ! Déjà 3 lycées pros du 93 ont voté le blocage des notes des exams : les lycées Moulin du Blanc-Mesnil et Rimbaud de La Courneuve ont rejoint le lycée Monod de Noisy-le-Sec !

ENCORE UN MINISTRE QUI CHOISIT LA FUITE

Pap Ndiaye a du annuler son déplacement au Palais de la Porte Dorée à Paris le 15 mai, où un comité d'accueil au son des casseroles l'attendait.

<https://www.facebook.com/918911034891151/videos/3570706576543352>

MACRON, ON NE TOURNE PAS LA PAGE !

16 mai. Blocage du lycée Condorcet à Paris

https://www.facebook.com/watch/?ref=search&v=2461165754060064&external_log_id=b9772cf9-e55d-4efe-a76e-f519413b6ffe&q=blocus%20lycee%20jacques%20decours

16 MAI. MACRON, LA JEUNESSE NE TOURNE PAS LA PAGE

Départ d'une manifestation sauvage de lycéens à Paris contre la réforme des retraites ce 16 mai depuis le lycée Condorcet

<https://www.facebook.com/quartiergeneralmedia/videos/776886777349283>

ON NE TOURNE PAS LA PAGE

Casserolade hier à Cergy Pontoise pour l'arrivée de la présidente de l'Assemblée Nationale Yaël Braun-Pivet, à l'ESSEC (école de commerce)

<https://www.facebook.com/kleber.MANSART/videos/113104955118299>

16 MAI. MANIFESTATION DE SOUTIEN AUX GREVISTES DE VERBAUDET CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ILLEGALES

« ETAT VERBAUDET, ETAT POLICIER »

à Marquette-lez-Lille

Communiqué :

ce soir, notre délégué Verbaudet a été embarqué devant chez lui par des policiers en civil
Plaqué sur sa voiture devant son enfant, il a été embarqué dans un véhicule banalisé.

Des individus, prétendument policiers, en l'interpellant aux cris de "sale gréviste", "toi le délégué syndical", ont pénétré dans ce véhicule.

Ils l'ont copieusement gazé, frappé, et lui ont craché à la figure
Ils l'ont humilié, porté atteinte à sa dignité et l'ont finalement jeté de leur véhicule sur la commune de Ronchin, après l'avoir délesté de son portefeuille.

Cette expédition punitive de type fasciste, opérée par des miliciens qui n'ont a priori aucun rapport avec ce que devrait être la police républicaine, n'est pas tout à fait une surprise.

En effet, lors de l'arrestation abusive de nos deux camarades CGT avant-hier, les forces de police ont lancé aux délégués syndicaux CGT Verbaudet ceci : "Les prochains c'est vous !"

Face à ces méthodes nous exhortons ce qu'il reste de République et d'Etat de droit dans ce pays à punir les coupables et faire cesser ces agissements insupportables.



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

L'ATTITUDE FASCISANTE DE LA POLICE DE DARMANIN FACE AUX GREVISTES DE VERBAUDET

DEMANDE UNE RIPOSTE NATIONALE

A COMMENCER PAR MANIFESTER PARTOUT DANS LE PAYS DEVANT LES MAGASINS VERTBAUDET

Communiqué de presse de l'union locale CGT Aubenas :



Nous portons à votre connaissance le communiqué du syndicat CGT de Vert Baudet à Tourcoing.

« Communiqué : ce soir, notre délégué Vert baudet a été embarqué devant chez lui par des policiers en civil plaqué sur sa voiture devant son enfant, il a été embarqué dans un véhicule banalisé. Des individus, prétendument policiers, en l'interpellant aux cris de "sale gréviste", "toi le délégué syndical", ont pénétré dans ce véhicule.

Ils l'ont copieusement gazé, frappé, et lui ont craché à la figure ils l'ont humilié, porté atteinte à sa dignité et l'ont finalement jeté de leur véhicule sur la commune de Ronchin, après l'avoir délesté de son portefeuille. Cette expédition punitive de type fasciste, opérée par des miliciens qui n'ont a priori aucun rapport avec ce que devrait être la police républicaine, n'est pas tout à fait une surprise.

En effet, lors de l'arrestation abusive de nos deux camarades CGT avant-hier, les forces de police ont lancé aux délégués syndicaux CGT Vert baudet ceci : "Les prochains c'est vous !" Face à ces méthodes nous exhortons ce qu'il reste de République et d'état de droit dans ce pays à punir les coupables et faire cesser ces agissements insupportables »

L'union locale CGT d'Aubenas apporte son total soutien aux salariés et aux syndicalistes de Vert baudet. Elle appelle au soutien total face à cette agression de type fasciste. Les seuls responsables de la radicalisation des « chiens de garde du capital » ce sont Macron et son gouvernement. Ce sont eux qui provoquent ce climat de violence et font s'abattre la répression sur notre classe sociale en lutte !

Aubenas le 17 mai 2023

Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

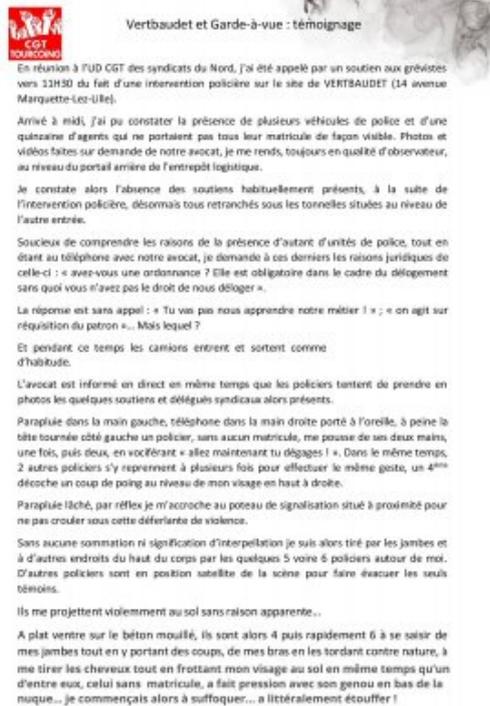
VIOLENCES CONTRE LES GREVISTES DE VERTBAUDET : BARBOUZES OU FASCISTES ?

LE TERRORISME ANTI-OUVRIER N'INTERESSE NI LA GRANDE PRESSE NI LE GOUVERNEMENT, NI LES DIRIGEANTS POLITIQUES DE DROITE OU D'EXTRÊME DROITE QUI POURTANT D'HABITUDE APPELLENT A LA PUS GRANDE DES REPRESSIONS

Après que la police ait brisé violemment par deux fois le piquet de grève des ouvrières de Vertbaudet, sans aucune ordonnance de justice, c'est-à-dire illégalement et juste sur ordre du patron, se comportant comme une milice patronale, après que deux grévistes aient été gravement blessés par la police dont l'une étranglée qui a été hospitalisée, après la mise en garde-à-vue de militants, l'un des délégués syndicaux de Vertbaudet entré chez lui après une journée de mobilisation, a le droit à une visite surprise. « Trois hommes sont arrivés et m'ont agressé devant chez moi, sous les yeux de mon enfant. Ils m'ont attrapé, embarqué dans une voiture, menacé et volé mon portefeuille avant de me relâcher quelques kilomètres plus loin », nous raconte encore choqué le militant CGT qui préfère garder l'anonymat par peur que les représailles promises contre sa famille n'aient lieu. « Que la sécurité de ma famille soit menacée, c'est fou. Ils savaient des choses sur ma femme et mes enfants qui me font peur. » Aucune violence physique n'a lieu durant les quelques minutes que durent cette séquestration, le salarié expliquant que l'un des membres de ce commando a arrêté un autre qui allait le frapper. « Il lui a dit non, pas de traces. » Le salarié n'échappera toutefois pas à un gazage en règle. Révélée le lendemain par un communiqué virulent de la CGT Vertbaudet, l'affaire prend des proportions encore plus importantes avec les nombreuses indignations qu'elle suscite. Le délégué syndical émet l'hypothèse qu'il s'agisse de policiers en civil. La possibilité d'une expédition punitive est également évoquée, diligentée ou non par la direction de l'entreprise. Cette dernière a réagi en affirmant respecter le droit de grève et en condamnant ces violences. Si la victime ne souhaite pas porter plainte par peur, le Parquet de Lille s'est auto-saisi de l'affaire. De son côté, l'IGPN-la police des polices-a contacté d'elle-même le syndicaliste pour faire la lumière sur ces événements. Les réseaux sociaux, la classe politique (essentiellement du côté de la Nupes), les syndicats ou encore la Ligue des droits de l'Homme sont en ébullition. « Cette histoire est choquante et reflète un climat de violence qui nous inquiète depuis un certain temps. Il faut faire la lumière sur le sujet, mais dans tous les cas, les personnes chargées du maintien de l'ordre qui ont en principe une obligation morale supérieure avec un devoir d'exemplarité", doivent licenciés et sanctionnés, également pour les donneurs d'ordre, patronaux ou de la force publique. Et s'il s'agit d'un groupe d'extrême droite constitué, là il y aurait un véritable motif pour dissoudre cette organisation et là aussi sanctionner cet enlèvement.

Quoi qu'il en soit, deux rassemblements nationaux auront lieu pour soutenir les Vertbaudet et dénoncer ces agissements fascistes, le 22 mai à Tourcoing devant le siège de Vertbaudet et le 23 mai à Paris devant le siège

d'Equistone le fond qui est propriétaire de Vertbaudet tandis que des appels à manifester devant les magasins Vertbaudet comme l'ont fait les militants de Marseille se multiplient



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

Alors que par réflexe j'ai
compris que j'étais à la
chance de m'en sortir se ré
Finalement menotté et dés
dans la camionnette sur pla
qui par la suite m'emmenèr
La couleur est affichée d'
m'étouffait de son genou r
destin ».
Aussi, j'ai refusé de décliner
conseil de notre avocat et
formulées par le même inc
révolutionnaire de mon cu
se lève pas le matin ça » ; «
consignes parce que ça fait
je te croise dans la rue e
connard ! ».
Le plus étonnant a été le sil
aux propos fascistes. Com
son « chef » qui a particip
jamais été signifiée).
Ce n'est que 6 heures apr
commissariat qui prescri
ordonnance afin de réalier
Visage tuméfié, une côte p
visage... Jusqu'à une quinz
étaient occupées à autre ch
force par ces policiers.
" ACCUSÉ D'ENTRAVE À LA
CIRCULATION SUR UNE VOIE
PUBLIQUE ET DE RÉBELLION
MAGISTRATE M' A RELÂCHÉ
APRÈS 34 HEURES DE GAV
MIS « À L'ÉTUDE » LE DOS

Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

MACRON ? PLUS PERSONNE NE T'ÉCOUTE

Pendant que Macron se parle à lui-même, Lyon par en casserolade sauvage

▶ <https://www.facebook.com/100015164357985/videos/pcb.1613615935820536/795438741813114>

16 MAI. LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

REGROUPEMENT DE LYCEENS DEVANT LE LYCEE THIERS A MARSEILLE AVANT DE REJOINDRE LE LYCEE SAINT CHARLES QUI EST BLOQUÉ

<https://www.facebook.com/fabginger/videos/714418933816034>

16 MAI. BLOCAGE DE TROIS LYCEES A ANGERS ET MANIFESTATION JUSQU'A LA MAIRIE

Réforme des retraites et mécontentement général

<https://www.facebook.com/100015164357985/videos/926075408669027>

MACRON A ANNONCÉ SON INTERVENTION TELEVISEE LE PLUS TARD POSSIBLE POUR EVITER LES CASSEROLADES...

S'il a pu ainsi en limiter le nombre et leur ampleur, il n'a pas pu pour autant les empêcher (carte ci-dessous fournie par Attac)

Un pouvoir dont le président et ses ministres se cachent, annoncent le plus tard possible leurs déplacements, en changent au dernier moment, les annulent... et se font siffler, huer, couper l'électricité partout où ils vont, c'est un pouvoir qui a perdu la maîtrise de l'agenda politique, un pouvoir aux abois et ce n'est déjà presque plus un pouvoir

ON NE TOURNE PAS LA PAGE : LA LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES, C'EST TOUS LES JOURS

17 mai. Rassemblement et manifestation ce matin à Pontaudemer (Eure) devant le MEDEF de Normandie pour l'abrogation de la réforme des retraites

IL N'Y A RIEN A NEGOCIER AVEC UN GOUVERNEMENT QUI PREPARE LE BLOCAGE DU VOTE DU 8 JUIN !

Pendant que E. Borne reçoit les directions syndicales, dans la rue on manifeste à proximité de Maignon pour dire « pas de négociation, retrait total, Macron dégage »

<https://www.facebook.com/UNEFTACLE/videos/719192886627971>

NICE : PAS DE JOUR FÉRIÉ POUR LES CASSEROLADES.

Pas de jour férié pour les casserolades, le maire de la ville Christian Estrosi et la ministre de la culture Rima Abdul Malak ont été ridiculisés par leurs opposants.

Une pierre deux coups, ces personnalités politiques particulièrement médiocres récoltent le fruit de leur incompétence.

▶ <https://fb.watch/kCdB7NpNRd/>

18 MAI. CASSEROLADE POUR LA MINISTRE DE LA CULTURE AUX STUDIOS DE NICE MATIN

NOUS SERONS LA PARTOUT OU ILS IRONT, JOUR FÉRIÉ OU NON, INTERDICTION OU NON

<https://www.facebook.com/CGTARCHETNICE/videos/230491266382511>

OPERATION PEAGE GRATUIT

Opération péage gratuit par la cgt en le 17 mai au péage de Veauchette (loire) !

<https://www.facebook.com/tl7televisionloire7/videos/669152318382480>

DELHAIZE/VERBAUDET MÊME COMBAT

EN BELGIQUE COMME EN FRANCE, LE DROIT DE GREVE EST REMIS EN CAUSE

EN BELGIQUE COMME EN FRANCE : TOUS ENSEMBLE

Une manifestation nationale a lieu à Bruxelles le 22 mai en soutien aux grévistes des magasins Delhaize en lutte et grève depuis deux mois qui ne lâchent pas bien qu'il y ait des attaques très graves contre le droit de grève, contre les piquets, des grévistes sont arrêtés et menottés, passent la nuit en prison mais des actions de soutien en réponse s'intensifient avec un appel des intellectuels à boycotter les magasins et samedi dernier plusieurs mobilisations de la clientèle ont eu lieu mais aussi de syndicalistes un peu partout en Belgique devant les magasins Delhaize, y compris avec le soutien des étudiants.

La situation est la même à Vertbaudet en France

Le 22 mai, un rassemblement a lieu au siège de Vertbaudet à Tourcoing pour la défense du droit de grève, mais ce peut être aussi l'occasion de manifester partout devant les 74 magasins Vertbaudet

LE 22 MAI DOIT ÊTRE UNE MOBILISATION COORDONNEE EN BELGIQUE ET EN FRANCE

19 MAI. MANIFESTATION EN PLEIN FESTIVAL AU CARLTON DE CANNES DES EMPLOYES DES HÔTELS DE LUXE ET AUTRES CONTRE LA REFORME DES RETRAITES ET POUR DE MEILLEURS SALAIRES ET CONDITIONS DE TRAVAIL DANS L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION

PARTOUT OU ILS IRONT ON SERA LA

19 mai. Casserolade devant la préfecture du Jura pour Dominique Faure ministre délégué aux collectivités territoriales

<https://www.facebook.com/frederic.vuillaume.7/videos/911668386609360>



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

LE MAIRE DE SAINT-BRÉVIN PRIS EN ÉTAU

► Négation et instrumentalisation de la violence fasciste

Le 22 mars dernier, des néo-nazis tentent de brûler vif Yannick Morez, le maire de Saint-Brévin, en incendiant sa maison en pleine nuit. Quelques semaines plus tard, les mêmes réseaux néo-nazis sont autorisés à manifester devant la mairie de Saint-Brévin, sous protection policière. Le 10 mai, épuisé, ce maire annonce sa démission et son déménagement de la commune. L' élu de centre-droit était victime depuis des mois de menaces de mort et de harcèlement parcequ'il avait accepté l'implantation d'un centre d'accueil pour les réfugiés. Ce maire a notamment dénoncé à plusieurs reprises l'absence totale de soutien et de protection de l'Etat face aux attaques d'extrême droite.

La Première Ministre et le ministre de l'Intérieur ont demandé au préfet de Loire-Atlantique de « ne pas accepter la démission » de Yannick Morez. En France ce sont donc des préfets, fonctionnaires non élus qui décident ce que peuvent ou ne peuvent pas faire les élus municipaux. Les préfets ont été créés par le dictateur Napoléon en 1800. Historiquement, ce sont de petits empereurs locaux chargés d'appliquer la puissance du pouvoir central, qui n'ont pas la moindre légitimité.

Après l'avoir totalement abandonné pendant des mois, y compris après l'attentat qui a visé sa maison, le clan Macron empêche le maire de Saint-Brévin de quitter son poste. L' élu est donc pris en étau entre la violence fasciste et l'autoritarisme Macroniste. Il n'est même pas libre de choisir de quitter sa fonction.

Le gouvernement tente désormais de récupérer l'affaire à son profit. Yannick Morez est reçu par la Première Ministre à Matignon ce mercredi après-midi. Rappelons que ni Elisabeth Borne ni aucun membre du gouvernement n'ont prononcé de mot « racisme », « fascisme » ou encore « néo-nazi » pour qualifier les attaques d'extrême droite

à Saint-Brévin. Un exploit assez sidérant. Dans la foulée, le gouvernement annonce la mise en place d'un « centre d'analyse et de lutte contre les violences faites aux élus ».

¡ Ce pouvoir cynique est donc en train d'inverser totalement la situation et les faits. Plutôt que de dénoncer l'extrême droite et d'annoncer un plan de lutte contre la violence fasciste, les macronistes vont criminaliser encore d'avantage les « violences aux élus », terme volontairement flou et vague, qui permettra de sanctionner encore plus fort le moindre collage d'autocollants sur une permanence macroniste, par exemple ...



Chronique de la résistance à la tyrannie et à sa variante macroniste

L'ATTENTAT FASCISTE ACCOUCHE DE NOUVELLES MESURES LIBERTICIDES

D'une certaine manière, la France est dans un climat plus malsain et réactionnaire que les USA sous Trump. On se souvient que l'ancien président des USA avait déclaré après une attaque d'extrême droite à Charlottesville : « les deux côtés sont à blâmer ». Il avait provoqué un scandale mondial.

En France, lorsque des néo-nazis tentent de brûler vif le maire de Saint-Brévin, non seulement les autorités ne condamnent pas l'extrême-droite, mais l'attentat est récupéré par l'extrême-droite elle-même, pour ses propres intérêts !

Exemple avec David Lisnard. Cet élu est à la tête de l'association des maires de France, et à ce titre il est invité dans tous les médias ces derniers jours pour parler de la démission du maire de Saint-Brévin. David Lisnard est maire de Cannes, élu très à droite. Dans sa ville, il applique des politiques racistes : il a notamment interdit le burkini sur les plages de Cannes au nom de l'anti-terrorisme, et mis en place des politiques sécuritaires en installant des centaines de caméras et en multipliant les discours anxigènes. David Lisnard a aussi parlé de l'immigration comme d'une « bombe ». Bref, il fait partie des élus qui portent une grande responsabilité politique dans l'attentat d'extrême-droite de Saint-Brévin. Par ses discours et ses choix, il a contribué à encourager le passage à l'acte fasciste.

Pourtant, c'est lui qui est invité à commenter l'affaire de Saint-Brévin. Et devinez quoi ? Il ne met évidemment pas en cause ses copains d'extrême-droite. Pour lui, il s'agit « d'incivilité » et « d'extrémisme ». Sa solution ? Accentuer la répression.

Même son de cloche du côté du gouvernement. Darmanin n'a pas dénoncé l'extrême-droite, puisqu'il a lui-même autorisé et protégé les manifestations néo-nazies de Saint-Brévin. Dominique Faure, la ministre sous ses ordres

chargée des collectivités territoriales annonce une « cellule d'analyse et de lutte spécifiquement dédiée à la lutte contre les atteintes aux élus ». Elle explique « notre société a besoin d'un choc civique et doit prendre ses responsabilités face à ces citoyens violents ». Cette cellule sera installée au ministère de l'Intérieur.

Concrètement, le gouvernement va alourdir les sanctions pénales en cas « d'attaques » contre des élus, qui seront considérées comme « aussi graves que celles contre des policiers ». Derrière la qualification très vague « d'atteinte à un élu », une personne pourra encourir jusqu'à 7 ans d'emprisonnement et 100.000 euros d'amende, au lieu de 3 ans et 75.000 euros d'amende actuellement.

On l'a vu durant le mouvement social, la moindre manifestation devant une permanence Macroniste ou le moindre mannequin de Macron chahuté symboliquement est déjà qualifié d'attaque contre des élus. Cette mesure répressives sera donc directement utilisée contre les mouvement sociaux.

Prévu initialement dans la loi sur la sécurité intérieure (Lopmi), ce renforcement des sanction avait été censuré par le Conseil constitutionnel. Profitant de l'affaire de Saint-Brévin, le clan Macron va donc le réintroduire...

La droite extrême et l'extrême-droite sont en train de réussir cyniquement à récupérer un attentat fasciste à leur profit, en effaçant totalement ses motivations, en niant sa dimension raciste. Saint-Brévin aurait dû provoquer un sursaut sur la question de l'extrême-droite et de ses complicités policières. C'est exactement l'inverse qui se produit.

Les co-responsables de l'attentat utilisent l'évènement pour leur propre agenda sécuritaire qui permet de criminaliser leurs opposant-es, dans un grand fourre-tout qui met sur le même plan des autocollants sur une vitrine LREM et le fait d'avoir voulu brûler un maire par haine des réfugié-es.

Pendant ce temps, à Bélâbre dans l'Indre, un autre maire fait face lui aussi à des racistes qui s'opposent à un centre d'accueil. Il explique : « je n'ai pas oublié les mots que l'on m'a dit verbalement ou que l'on m'a écrit : il y a eu Callac, il y a Saint-Brevin, et Bélâbre ». Pourtant, personne ne parle de cette nouvelle campagne menée par l'extrême-droite. La terreur fasciste ne triomphe que grâce à l'appui du pouvoir.

NANTES : UN CENTRE LGBT ATTAQUÉ PAR L'EXTRÊME DROITE, EXPLOSION DES ACTES FASCISTES EN FRANCE

Ce 17 mai, journée internationale de lutte contre les violences homophobes et transphobes, le Centre LGBTQI+ de Nantes, NOSIG, organisait une soirée festive « Queermess » dans son nouveau local.

Le lendemain matin, les membres de l'association ont découvert leur local dégradé par l'inscription d'un slogan haineux à l'encontre de la communauté LGBTQI+, et plus particulièrement à l'encontre des personnes trans. Une croix celtique, symbole fasciste, était également taguée. La signature de groupuscules néo-nazis est évidente, puisqu'une bande d'une vingtaine d'hommes appartenant à un collectif d'extrême droite nantais a été repéré en train de coller des autocollants dans le centre de Nantes le même soir. Courageux.

La commission d'actes misogynes, homophobes et transphobes est régulière à Nantes. Le local de l'association avait déjà été visé l'année dernière par des dégradations. Toute la rue avait également été recouverte de croix celtiques. Des tags contre le droit à l'IVG apparaissent aussi fréquemment. De même, les marches de la fierté, en face de la place du cirque, sont dégradées à plusieurs reprises par des homophobes.

Les attaques de l'extrême droite contre les minorités de genre ne sont pas anecdotiques et se multiplient. Le 21 février 2023, un centre LGBTQI+ à la Réunion a été incendié et recouvert d'inscriptions homophobes.

Ces actes s'inscrivent dans un contexte de décomplexion des idées d'extrême droite jusqu'au plus haut de l'Etat. Les défilés de néonazis se succèdent en France : à Paris le 7 mai dernier comme à Annecy le 18 mai, où une marche aux flambeaux fasciste a eu lieu en toute impunité. A Annecy, l'extrême droite avait déjà organisé une ratonnade ultra-violente le soir du match France-Maroc en décembre, blessant gravement des passants. Des militaires ont fini par être dénoncés et interpellés avec des armes et des objets nazis.

Le 19 mars à Rennes, trois étudiants ont été tabassés par un groupe fasciste sur leur campus. L'une des victimes est gravement blessée et hospitalisée. Toujours dans les environs de Rennes, le 13 mai, le même groupuscule baptisé l'Oriflamme est venue terroriser un atelier animé pour des enfants par trois artistes drag-queens dans une

médiathèque. Des hommes cagoulés préférant au mégaphone des slogans transphobes et nationalistes face à des familles. Ce groupuscule était aussi présent à Saint-Brévin.

A Paris mercredi 17 mai, un groupe fasciste s'est rendu devant un bâtiment hébergeant de jeunes exilés en scandant des cris racistes. A Besançon, le journaliste Toufik de Planoise recense ce 19 mai une nouvelle descente néonazie dans le centre-ville la nuit dernière. A Lyon, des jeunes ont été passés à tabac par l'extrême droite qui a revendiqué, photos à l'appui, d'avoir brisé leurs dents sur un canal Telegram. Cela sans compter les attaques de Saint-Brévin et bien d'autres. Des actes fascistes ont lieu littéralement chaque semaine dans de nombreuses villes de France.

Contrairement aux manifestant-es défendant leurs droits sociaux et droits humains fondamentaux qui subissent la violence de la police, des groupuscules de néo-nazis défilent le plus tranquillement du monde.

A mesure que les personnes LGBTQI+ ou les exilé.e.s luttent pour dénoncer les violences qu'elles subissent quotidiennement, les violences ne cessent de s'accroître de la part des pires réactionnaires. Le dernier rapport de l'association SOS Homophobie déclare ainsi une augmentation de 27% des actes transphobes en 2022, et de 28% envers les personnes LGBTQI+. Les discriminations racistes restent également à un niveau alarmant, alimentées par le discours ambiant.

Suite à l'attaque de l'association NOSIG à Nantes, et pour toutes les personnes victimes de ces actes indignes, la riposte antifasciste doit s'organiser dans la rue, ne leur laissons aucun espace pour diffuser leur haine.

(posts de Contre Attaque)

emb15152|center>

'' Fichage des enfants musulmans. @

Pour aller toujours plus loin dans la stigmatisation et le fichage à grande échelle, nous apprenons aujourd'hui que les renseignements territoriaux ont envoyé une note par email à une centaine d'établissements scolaires sur Toulouse / banlieue, dans laquelle il est demandé aux écoles de recenser le nombre d'élèves ayant été absents sur la période très précise du Ramadan.

Tant cette démarche est grave et perverse, certain.e.s enseignant.e.s ont d'abord pensé à un spam. Il n'en était rien.

(post de CND)v